



Actares

Actionnariat
pour une
économie durable

Financements
de nature politique
par les entreprises
du Swiss Market
Index 2013 & 2014

Actares a demandé aux 20 principales firmes de la bourse suisse – les membres du Swiss Market Index (SMI) – si elles avaient procédé à des financements de nature politique en 2013 et 2014, et dans quelle mesure. Sont concernées les contributions aux partis politiques, aux candidat-e-s, aux comités de campagnes politiques, de même qu'à l'engagement politique d'associations. Actares demandait également à être informée des projets des entreprises en relation avec cette année électorale 2015. Il s'agit de la quatrième enquête de ce type menée par Actares après celles de 2007, 2010 et 2013.

Constatations les plus importantes:

- Le nombre des entreprises du SMI actives sur le plan politique est resté stable sur les cinq dernières années, sans changement pour l'année électorale en cours.
- Les partis politiques sont soutenus principalement par les branches de la finance et des pharmas. Ce sont les banques qui informent de la manière la plus transparente. L'ordre de grandeur des dons aux partis est resté stable sur les cinq dernières années.
- Le financement de l'activité d'associations sur le plan politique par les entreprises du SMI reste obscur dans la plupart des cas. Il est tout de même vraisemblable que le coût croissant des campagnes électorales et des campagnes politiques est supporté par l'intermédiaire des associations.
- Une seule des entreprises du SMI serait favorable à une obligation de communication publique de ces financements.

Un tableau synoptique des réponses et le questionnaire sont disponibles en annexe.

Huit entreprises financent des partis politiques, issues principalement des branches de la finance et des pharmas

Les dons aux partis politiques sont pratiqués principalement par des entreprises des branches de la finance et des pharmas, les banques communiquant avec le plus de transparence.

Credit Suisse considère le soutien financier de partis politiques comme une part de "son engagement dans la société". L'entreprise exige que le parti remplisse les conditions pour constituer un groupe parlementaire dans l'assemblée fédérale, et qu'il en fasse lui-même la demande. En revanche, l'orientation politique d'un parti ne joue aucun rôle. Dans les années 2013 et 2014, chaque fois jusqu'à près d'un million de francs ont été distribués, selon une clé de répartition basée sur le nombre de mandats cantonaux et fédéraux. Les partis les plus soutenus ont ainsi reçu jusqu'à 200'000 francs.

UBS a distribué globalement pour les années 2013 et 2014 1.8 millions de francs à des partis politiques. Les conditions sont voisines de celles de Credit Suisse: groupe parlementaire dans l'assemblée fédérale et montant lié au nombre de mandats cantonaux et fédéraux. En revanche, UBS n'a pas un comportement neutre politiquement, mais finance des partis qui contribuent à "la libre concurrence et à l'économie de marché". En 2013 et 2014, il s'est agi des PBD, PLR, PDC, PEL et UDC.

Julius Bär ne donne pas de montants forfaitaires, mais soutient des projets de partis "bourgeois". En 2013, Julius Bär a donné 20'000 francs pour la campagne du PLR "fixer le quorum à 5%". Le PDC a reçu pour l'année près de 6'000 francs pour une étude.

En dehors du domaine des banques, les entreprises qui financent des partis politiques indiquent bien des sommes globales, mais sur l'identité des destinataires, elles adoptent un profil bas, et n'indiquent au mieux que des critères vagues:

Zurich a tant en 2013 qu'en 2014 financé des partis politiques, globalement jusqu'à 500'000 francs par an. L'entreprise ne donne aucun détail sur les destinataires, si ce n'est qu'ils s'engagent pour "un espace économique suisse attractif" et mènent une politique dans l'intérêt de l'économie des assurances " et de leurs groupes d'intérêts".

Swiss Re assure "un soutien financier à des organisations qui représentent les intérêts de politique économique des assurances en général, et de Swiss Re en particulier". Les attributions sont tenues "dans des limites étroites". L'entreprise ne désire pas donner plus de détails ni sur les montants, ni sur les destinataires.

Novartis a distribué en 2014 l'équivalent de "près de USD 500'000" à des partis politiques suisses "dont le programme et les positions soutiennent les intérêts de Novartis, de ses actionnaires et d'autres groupes d'intérêts".

Roche a distribué en 2013 un montant de quasi 250'000 francs, et en 2014 jusqu'à près de 285'000 francs à des partis politiques avec une "approche libérale".

Nestlé a soutenu en 2014 des partis "favorables à l'économie" pour 250'000 francs.

Aucune entreprise n'a pour règle de soutenir des candidatures isolées

Novartis affirme ne soutenir "par principe aucun candidat", mais pourrait "prendre en considération" des exceptions, au cas où il s'agirait de ses propres collaborateurs. Novartis est ainsi la seule entreprise consultée à admettre que dans certaines circonstances, elle pourrait aussi soutenir des candidats.¹

En revanche, la pratique d'arrangements pour des employés qui assument des mandats politiques est très répandue. Chez **Credit Suisse** et **Zurich**, ils peuvent disposer jusqu'à 20% de leur temps de travail, quelle que soit le parti auquel ils appartiennent. **Julius Bär**, **Novartis**, **Syngenta** et **UBS** vont à la rencontre de leurs employés actifs politiquement.

Swisscom ne met par principe pas de temps à disposition pour des fonctions politiques, mais serait prête à entrer en matière sur des "cas particuliers".

Financement de partis aussi dans l'année électorale 2015

Pour l'année électorale en cours, la constellation des entreprises actives politiquement ne devrait pas se modifier sensiblement.

Des huit entreprises qui financent des partis politiques, cinq disent explicitement qu'elles le feront lors de l'année 2015 des élections fédérales: **Credit Suisse**, **Julius Bär**, **Novartis**, **UBS** et **Zurich**. Le soutien aux partis devrait se situer dans l'ampleur de ce qui a été le cas ces deux dernières années. En outre, Credit Suisse soutient des employés qui sont candidats à l'assemblée fédérale avec des contributions "modestes".

Pour la première fois, Actares a demandé aux entreprises si elles observaient les comportements dans les votes des conseillers nationaux ou les déclarations des partis politiques lors de consultations populaires:

- Seule **UBS** a répondu clairement OUI à ces deux questions.
- **Julius Bär**, **Novartis** und **Zurich** ont indiqué suivre les processus politiques, l'attention étant focalisée sur les partis, et pas sur les personnes.
- **Nestlé** ne suit "ni les déclarations des partis, ni le comportement dans les votes des politiciens à titre individuel, mais prend en compte le positionnement général des partis.
- **ABB**, **Swisscom** et **Syngenta** ne suivent les processus politiques que dans la mesure où ils concernent leurs propres activités.

¹ Holcim n'a répondu au questionnaire d'Actares que très partiellement. Selon la Handelszeitung du 15 janvier 2015, l'entreprise a reconnu un soutien "modeste et pour des situations particulières de personnes à titre individuel d'orientation libérale"

Maigres informations sur les dons à des associations et à des comités

Comme Actares l'avait déjà constaté lors de ses enquêtes précédentes, pratiquement aucune entreprise du SMI ne veut rendre public son appui à des associations ou des comités de soutien, par l'attribution de montants affectés à des campagnes politiques.

Seule **Julius Bär** fait exception. La banque indique avoir en 2013 donné 5'000 francs au comité en faveur de l'aéroport "Pro Flughafen", 2'000 francs pour la votation fiscale "Bonzensteuer" ainsi que 5'000 francs pour les élections de 2014 à l'exécutif de la Ville de Zurich au groupement d'entreprises "Wettbewerbsfähigkeit", et finalement 1'000 francs à "City Vereinigung Zürich" pour les élections municipales en 2014. Julius Bär a soutenu à hauteur de 50'000 francs l'"Association de Banques Suisses de Gestion" dans la campagne contre l'abolition des forfaits fiscaux, toujours en 2014.

Swisscom a en 2014 versé 25'000 francs à economiesuisse pour la campagne «Non à l'initiative UDC isolement de la Suisse». C'est significatif, car dans les précédentes enquêtes d'Actares en 2013, 2010 et 2007, Swisscom faisait partie des entreprises abstinentes. (Il faut toutefois préciser que ce n'est que depuis 2013 qu'Actares pose la question des dons aux associations et aux comités de soutien).

Novartis continue d'indiquer pour 2013 un financement de 5'000 francs à un (ou plusieurs) comité de soutien, mais ne veut pas le (ou les) citer. En 2014, 530'000 francs ont été versés à des associations ("y compris des montants pour des campagnes politiques") - L'entreprise ne veut pas indiquer les thèmes et les bénéficiaires.

Pour les autres entreprises du SMI, un soutien à l'activité politique d'associations ou de comités de soutien est plus implicite que précisée: **Roche** s'engage "dans la mesure où ses activités sont concernées". Les montants de **Swiss Re** se tiennent "dans des limites étroites". **Zurich** ne soutient des campagnes que dans des cas particuliers, "quand des intérêts fondamentaux de l'économie suisse sont en jeu".

Point de soutien à une obligation de transparence

Les leaders de la transparence sur les dons aux partis politiques sont les banques: **Credit Suisse** et **UBS** ont fixé dès 2012 des règles claires qu'ils ont communiquées publiquement. **Julius Bär** donne une information détaillée, pas seulement sur les règles, mais aussi sur les bénéficiaires et les montants.

Les entreprises du SMI sont bien moins transparentes quand il s'agit de dons à des comités de soutien ou à des associations. Seules **Julius Bär** et **Swisscom** sont exemplaires sur ce point. Pour toutes les autres entreprises, on obtient au mieux des réponses évasives, dont on ne peut que difficilement tirer des conclusions concrètes.

On en déduit qu'un devoir d'information publique dans ce domaine des dons politiques ne suscite que très peu d'enthousiasme... Seule **SGS** serait d'accord avec cette proposition, à la condition de cette obligation s'applique aussi à tous les autres acteurs politiques (partis, groupes d'intérêts, etc.). Les autres entreprises donnent comme arguments que les dons dans notre système suisse de milice doivent rester dans le domaine privé; que les dons des entreprises pourraient alimenter des polémiques politiques; ou qu'une consolidation de tous les dons serait impossible dans un système "cloisonné et à plusieurs niveaux" comme en Suisse, et que finalement une information au public serait impraticable.

La position d'Actares: davantage de transparence et implication de l'actionnariat

Actares n'est pas foncièrement opposée à la participation des entreprises à la vie politique, surtout s'il s'agit de la défense de leurs intérêts. Mais Actares demande plus de transparence² et l'implication de l'actionnariat.

- Premièrement, il faut empêcher que l'entreprise prenne des positions politiques qui sont en contradiction avec les intérêts des actionnaires - comme cela s'est produit à plusieurs occasions autour de l'initiative "contre les rémunérations abusives".
- Deuxièmement, l'entreprise doit aussi sur des questions d'ordre politique "prendre le pouls" de l'actionnariat. La direction d'une entreprise peut se braquer contre toute régulation supplémentaire, ce qui n'est pas toujours le cas pour l'actionnaire. Comme exemple, on peut citer l'initiative "Entreprises responsables - pour protéger l'être humain et l'environnement"³ soutenue par beaucoup d'actionnaires - et aussi par Actares.
- Troisièmement, les critères définis par l'entreprise doivent avoir du sens et être applicables. Le CEO d'UBS s'est exprimé négativement dans les médias sur les conséquences sur l'économie suisse de l'initiative populaire fédérale "contre l'immigration de masse"⁴. L'UBS a pourtant soutenu financièrement le parti auteur de cette initiative ces dernières années. Des voix de l'actionnariat pourraient dans ce genre de cas avoir un effet correctif.

Si une entreprise ne veut pas être politiquement abstinerne, Actares demande une nouvelle pratique dans le traitement des dons de nature politiques. Il faut:

- Des lignes directrices détaillées pour les dons de nature politique, présentées aux actionnaires dans des votes consultatifs ou contraignants.
- Des budgets pour des dons politiques présentés aux actionnaires dans des votes consultatifs ou contraignants.
- Une présentation détaillée a posteriori des bénéficiaires et des montants alloués, de telle sorte que les actionnaires puissent en toute connaissance de cause poser des questions et prendre des décisions à l'avenir.

² Actares est consciente que la transparence sur les dons pourrait être insuffisante aussi pour d'autres acteurs dans le domaine politique. Comme association d'actionnaires, Actares se focalise sur le comportement des sociétés cotées en bourse.

³ <http://konzern-initiative.ch>

⁴ Sergio Ermotti, Ein Erfolgsmodell ist gefährdet, in: Tages-Anzeiger, 18. Februar 2015



Actares

Actionnariat
pour une
économie durable

AktionärInnen
für nachhaltiges
Wirtschaften

Bern:
Actares, Postfach
CH-3000 Bern 23
T 031 371 92 14

Genève:
Actares, CP 161
CH-1211 Genève 8
T 022 733 35 60

www.actares.ch
info@actares.ch

IBAN:
CH30 0900 0000
1744 3480 3
PC / CCP:
17-443480-3

Actares a été fondée en 2000 en tant qu'association sans but lucratif. Ses 1'300 membres veulent faire valoir activement leurs droits d'actionnaires et s'engagent pour que les sociétés par actions cotées à la bourse suisse mènent une politique d'entreprise responsable, attentive aux aspects financiers, humains et environnementaux. ACTARES recherche le dialogue avec ces entreprises - par des courriers, des contacts directs et des participations aux assemblées générales. Les membres peuvent déléguer à ACTARES les droits de vote liés à leurs actions.

© Actares, juillet 2015

Annexe 1: Présentation synoptique des réponses

	partis	candidats	année électorale 2015	monitoring	comités	associations ¹	directives	...public?	devoir de transparence
ABB	NON	NON	—	(OUI)	—	NON	OUI	NON	—
Adecco	NON	NON	—	—	NON	NON	OUI	NON	—
Credit Suisse	OUI	NON	OUI	—	NON	—	OUI	OUI	—
Geberit	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	n/a	NON
Givaudan	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	n/a	NON
Julius Bär	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Nestlé	OUI	NON	(OUI)	NON ²	NON	—	(OUI)	—	(NON)
Novartis	OUI	(OUI) ³	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	(NON)
Roche	OUI	—	(OUI)	—	(OUI) ⁴	(OUI) ⁵	—	—	(NON)
SGS	NON	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Swatch Group	NON	NON	NON	—	NON	NON	—	—	—
Swiss Re ⁶	OUI?	OUI?	(OUI)	—	OUI?	OUI?	OUI	—	NON
Swisscom	NON	NON	NON	NON ⁷	NON	OUI	OUI	NON	—
Syngenta	NON	NON	(NON)	NON ⁸	—	—	OUI	OUI	NON
UBS	OUI	NON	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	—
Zurich	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	(OUI) ⁹	OUI	NON	—

- Sur 20 entreprises, 17 ont répondu. L'une d'elles était Holcim, mais les informations étaient trop succinctes pour faire partie de l'évaluation. Actelion, Richemont und Transocean ont refusé de répondre.
- Un tiret (—) indique l'absence de réponse, ou une réponse peu claire. Un OUI ou un NON entre parenthèses signifie que la réponse n'a été qu'implicite.
- Pour une formulation précise des questions, voir l'annexe 2.

¹ **Associations**: ne concerne que les dons, hors cotisations de membres.

² **Nestlé**: ne suivent que les prises de positions générales des partis, pas les prises de parole ou les votes.

³ **Novartis**: seulement quelques collaborateurs.

⁴ **Roche**: Si ses propres affaires sont concernées; si cela a été le cas en 2013 ou 2014 n'est pas clair.

⁵ **Roche**: Si ses propres affaires sont concernées; si cela a été le cas en 2013 ou 2014 n'est pas clair.

⁶ **Swiss Re**: la réponse n'est pas claire en ce qui concerne la répartition des contributions politiques.

⁷ **Swisscom**: pas de monitoring systématique, seulement sur des thèmes qui concernent directement l'entreprise.

⁸ **Syngenta**: "monitoring actif des thèmes qui concernent l'entreprise" mais pas de l'activité politique en tant que telle.

⁹ **Zurich**: soutien de campagnes seulement dans des cas particuliers "si des intérêts fondamentaux de la Suisse sont en jeu"; si cela a été le cas en 2013 ou 2014 n'est pas clair.

Annexe 2:

Questionnaire sur l'engagement politique de FIRME en Suisse

Dons à des partis politiques

- 1 FIRME a-t-elle fait des dons à des partis politiques en 2013 et 2014?
- 2 Si oui: à quels partis et de quels montants?

Dons à des candidats à des fonctions politiques au niveau national

- 3 FIRME a-t-elle fait des dons à des candidats en 2013 et 2014?
(ces personnes pouvant faire partie de ses employés ou non)
- 4 Si oui: à quels candidats et de quels montants?
- 5 Les employés sont-ils autorisés à consacrer une part de leur temps de travail pour une fonction politique?
- 6 Le choix du parti pour lequel les employés sont candidats, resp. actifs, joue-t-il un rôle?

Dons à des comités de soutien pour des votations ou des élections

- 7 FIRME a-t-elle fait des dons à des comités de soutien en 2013 et 2014?
- 8 Si oui: à quels comités et de quels montants?

Dons à des associations

- 9 FIRME a-t-elle fait des dons à des associations en 2013 et 2014 (hors cotisations de membres)?
- 10 Si oui: à quelles associations et de quels montants?
- 11 Y avait-il parmi ces dons des montants spécifiques attribués à des campagnes politiques?
- 12 Si oui: pour quelles campagnes et de quels montants?

Année électorale 2015

- 13 FIRME envisage-t-elle de soutenir dans l'année électorale 2015 des candidats ou des partis politiques?

Pratiques usuelles et lignes directrices

- 14 FIRME suit-elle le comportement dans les votes des membres de l'assemblée nationale?
- 15 FIRME observe-t-elle les prises de parole des partis politiques lors de consultations populaires?
- 16 Existe-t-il au sein de FIRME des lignes directrices internes sur les contributions à des acteurs politiques?
- 17 Si oui: ces lignes directrices sont-elles accessibles au public?

Diffusion de l'information

- 18 FIRME serait-elle favorable ou non à une obligation pour les entreprises de rendre publiques leurs contributions à des acteurs politiques. Merci d'explicitier votre réponse.